



# Turbulences

Journal à destination des agents des  
Douanes de la DR de MULHOUSE

Janvier 2010

CFDT Finances  
ALSACE

## DELIQUESCENCE DURABLE

« Le monde contient bien assez pour les besoins de chacun, mais pas assez pour la cupidité de tous » **GANDHI (1869–1948)**

### Dans ce numéro :

Déliquescence durable	1
Adieu 2009...sans regret	1
Dîtes 2 milliards	1
Que de bonnes nouvelles	2
Vous reprendrez bien un peu de réforme	3
DR de MULHOUSE HEUREUX	3
CTPS DI motion CFDT	4

### Adieu 2009..sans regret

Une nouvelle année commence. 2009 aura été une année exceptionnelle en matière de communication politique.

Entre les sommets du G20 qui devaient révolutionner les pratiques financières, la pandémie de la grippe A, le débat sur l'identité nationale, un gouvernement empêtré dans une crise économique et pour terminer, le sommet de Copenhague, nous avons eu droit à un large éventail de mensonges, manipulations et de non-dits.

Qui a pu croire que les rencontres de 20 chefs d'Etat allaient modifier en profondeur les pratiques financières des banques et des grandes entreprises ? **Wall Street distribue toujours autant, sinon plus, de bonus, mais cette fois-ci avec l'argent du contribuable.** Et qui était assez naïf pour envisager la

fin des paradis fiscaux ? Comment penser que les transnationales déclareraient l'intégralité de leurs bénéfices dans le pays où se situe leur siège social alors que

transférer ces bénéfices (transfert de prix) dans un pays à « fiscalité différente » permet de réaliser de substantielles économies d'impôts ? Dans la réalité, l'impôt sur les sociétés concerne essentiellement les PME et les PMI. Les grandes entreprises s'offrent les conseils d'avocats d'affaires pour limiter les contrariétés fiscales. On appelle cela l'optimisation fiscale. En contrepartie, le revenu annuel des dirigeants de ces sociétés correspond souvent à plusieurs vies de SMIC. Franklin D. Roosevelt, président des États-Unis, de 1933 à 1945, n'hésita pas à



En voilà un qu'on ne regrettera pas !

mener une politique de confiscation des revenus exorbitants. Le taux d'imposition passant alors de 25% à 91%. Il fit également voter en 1938 une loi pour réduire la durée hebdomadaire du temps de travail. Celle-ci passa alors de 44 heures à 40 heures. Roosevelt poursuivait alors une politique de justice sociale qui avait pour objectifs une meilleure répartition des richesses créées, et le partage des gains de productivité via la baisse du temps de travail. **Nous étions loin alors du « bouclier fiscal » et du «travailler plus pour gagner plus.»**

### Dîtes 2 milliards

Fait de société majeur de l'année 2009, la grippe A aura été dès le mois de mai à la une de tous les médias. Le syndicalisme douane CFDT n°374 de décembre « Virus Story » revient

largement sur le sujet. On retiendra, entre autre, le coût final de l'opération, pas loin de deux milliards d'euros. Chiffre à mettre en parallèle avec l'annonce de la suppression de 3 à 4000

postes dans les Hopitaux de Paris avant 2012. Les 94 millions de doses achetées n'ayant pas fait l'objet de négociations sur les volumes, la France est le pays développé qui aura payé ses

### LA GRIPPE PORCINE



## Dites 2 milliards (suite)

doses de vaccins au prix le plus fort. Pour justifier cette dépense, l'Etat aura donc par tous les moyens incité les français à se faire vacciner. Peine perdue, au terme d'une campagne de communication sans précédent, 5 millions de français auront finalement été vaccinés. Un incroyable flop qui met en avant la perte de confiance des français envers les politiques. Le

**Les soldes ... C'est parti !**

**50 MILLIONS DE DOSES  
À PRIX COÛTANT !**



**Les indicateurs de performance  
s'appliquent-ils au travail de la  
ministre de la santé?**

dernier sondage réalisé pour le compte du Centre de Recherche Politique de Sciences-Po (Cevipof) est sans appel. Sur le baromètre de la confiance politique, les français sont 34 % à faire confiance à l'institution présidentielle, 31 % à l'Assemblée Nationale et 31 % au Gouvernement.

Passons rapidement sur le très controversé débat sur l'identité nationale qui semble davantage avoir été lancé pour allumer un contre-feu à l'actualité très défavorable au

Gouvernement et en partie pour préparer les prochaines élections régionales.



## Que de bonnes nouvelles

En recentrant les informations autour de la grippe A et du débat sur l'identité nationale, les médias occultent les problèmes économiques qui touchent au plus près les français. Les mauvais chiffres du chômage sont dorénavant annoncés sans beaucoup d'émotion. Aujourd'hui, toutes catégories confondues, il y a pourtant en France 4,6 millions de personnes confrontées à des problèmes d'emploi. Le déficit budgétaire de la France devrait, quant à lui, se fixer autour de 8% du PIB, soit 138 milliards d'euros pour l'année 2009. Rappelons que le programme de stabilité européen fixe la limite à 3% de déficit budgétaire.

**Rappelons que la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite génère 500 millions d'euros d'économie par an.** Sur la base d'un déficit budgétaire moyen de 50 milliards d'euros, il

faudrait appliquer cette politique pendant un siècle et supprimer 3 000 000 d'emplois dans la fonction publique pour atteindre l'équilibre budgétaire.

Pour mémoire, les mesures fiscales votées en France depuis 2000 font perdre 66 milliards d'euros par an à l'Etat. Les niches fiscales ont un coût annuel de 73 milliards d'euros.

**Alors, quelle politique doit-on privilégier afin de réduire le déficit budgétaire de la France ?**

La réponse paraît être évidente mais les politiques justifieront leurs choix par la recherche de la croissance. Cette croissance qui, depuis peu, se veut

**« pour mémoire, les mesures fiscales votées en France depuis 2000 font perdre 66 milliards d'€ par an à l'état. Les niches fiscales ont un coût annuel de 73 milliards d'€ »**

rythme de croissance très élevé, les résultats obtenus à Copenhague n'en paraissent que plus effrayants. En plus du risque de réchauffement climatique, l'Humanité devra aussi faire face à l'augmentation de la population mondiale, au plafonnement des rendements agricoles, à la diminution des surfaces cultivables, à la pollution des terres, de l'air et des océans, à la fin programmée de certaines matières premières et à la pénurie d'eau... Vaste programme !

Heureusement nos dirigeants ont pris la mesure de cette dramatique écologique. N'entend-on nous pas de plus en plus de discours « greenwashing ». En France par exemple, le gouvernement ressort le mythe de la voiture propre, et promet le retour de la voiture électrique.

Dans la réalité, cette technologie liée à la capacité nucléaire de la France présente un bilan écologique très lourd. Les tares sont nombreuses : matériaux rares, déchets hautement toxiques et à durée de vie infinie, grande déperdition d'énergie et surtout impossibilité technique de substituer ces véhicules au parc automobile actuel.

Le parc nucléaire français n'y suffirait pas (celui-ci a un taux d'utilisation de moins en moins élevé, actuellement de 78 %, pour cause de maintenance). Effet d'annonce et politique à court terme sans impact positif sur l'avenir.



durable. Croissance infinie dans un monde fini... La Chine annonce par exemple une croissance de 8,3 % en 2009.

De quoi faire rêver nos hommes politiques. Si elle continue à ce rythme, la Chine doublera son PIB en 2020, le triplera en 2025 et le quadruplera en 2029 ! L'Inde connaissant elle-aussi un

## Vous reprendrez bien un peu de réforme?

**Croissance verte ou pas, nous sommes conditionnés par cette idée de croissance qui résout tous les problèmes économiques.** Remettre en cause ce principe, c'est également remettre en question les leviers psychologiques de notre société qui appellent à aller toujours plus haut. A l'instar du Japon depuis 18 ans, les pays développés risquent pourtant de connaître une croissance atone qui elle sera durable. **Il faut donc dès à présent repenser le système économique. Le partage du temps de travail et une consommation plus responsable, moins hédoniste, sont des pistes à développer.** Philippe Séguin, alors

Président de la Cour des comptes, avait par exemple, sévèrement critiqué l'attitude de l'Etat qui au contraire d'agir positivement sur le chômage, l'accroît fortement en proposant année après année des plans sociaux d'envergure. Ces suppressions d'emplois se font à contretemps, elles sont peu efficaces en terme d'économies, elles éloignent davantage l'Etat du citoyen au moment même où notre société est fragilisée par un contexte

mondial incertain.

Parce que cette politique n'est pas comprise en son sein, l'Etat finance des actions de communication. La campagne promotionnelle « Cap 2012 » fait partie de cette démarche d'acceptation. Les agents n'ont pas été dupes tant le décalage avec le vécu quotidien est important.



Privés ou publics, les salariés n'ont pas été dupes!

## Direction de MULHOUSE: HEUREUX

Dans la **direction de Mulhouse**, toutes les brigades et tous les bureaux sont touchés à divers degrés par les réformes et les restructurations. Faisons le tour de la direction en quelques exemples :

- La brigade de **Chalampé**, en application des textes communautaires, ne peut plus réaliser ses contrôles à l'observatoire d'Ottmarsheim. Les contrôles sont dorénavant dynamiques dans le flux de la circulation. Beaucoup plus dangereux, beaucoup moins efficaces. Nous avons déjà eu l'occasion dans les numéros précédents d'évoquer le positionnement politique de l'Union Européenne concernant les contrôles douaniers.
- Les brigades de **Saint-Louis route** et de Hégenheim attendent leurs fusion au 1er avril : la rencontre de deux méthodes de travail. A suivre...
- Les bureaux de **Mulhouse et Colmar** travaillent dorénavant en réseau. Mulhouse, bureau principal, dispose d'un pôle contrôle constitué de quatre agents qui assurent la veille et orientent les contrôles pour les quatre agents du pôle contrôle de Colmar. Autrement dit, un bureau principal qui n'a pas plus de moyens que le bureau de contrôle pour une charge de travail supérieure. Cherchez l'erreur.
- A Saint-Louis, la fermeture du bureau de **BMA** n'est toujours pas acceptée (cf « Turbulences » de décembre). Cette « fermeture » est l'illustration d'une décision inaboutie qui aura tôt ou tard de lourdes conséquences sur le fonctionnement du bureau de Saint-Louis. On ne supprime pas 29 emplois CO en trois ans à Saint-Louis sans effets secondaires.

### Les chiffres qui font mal

En ce qui concerne les suppressions d'emplois, nous vous donnons ici les derniers chiffres fournis par l'administration pour l'année 2010

Les chiffres arrondis des emplois au 1.1.2010 sont les suivants

DIRECTIONS	PAE 2010	ER 2010	PAE 01.01.09
MULHOUSE	359	357	378
Reste de la DI	993	969	1009
<b>TOTAL</b>	<b>1352</b>	<b>1326</b>	<b>1387</b>

DIRECTIONS	PAE 2010/2009	ER 2010/ PAE 2010	ER 2010/ PAE 09
MULHOUSE	- 19	-2	-21
Reste de la DI	-16	-24	-40
<b>TOTAL</b>	<b>-35</b>	<b>-26</b>	<b>-61</b>

PAE: Plafond d'emplois autorisé

ER: Effectif de référence (projection pour l'année n+1, ER 2010 = projection 2011)

- Direction de Mulhouse : 1
- Recette régionale : 1
- Division de Mulhouse (fermée) : 2
- BSI de Colmar : 2
- BSI de Chalampé : 5 (y compris 1 poste motard supplémentaire)
- BSE Saint-Louis Route : 8 (merci Schengen)
- Saint-Louis CO : 2

**Le PAE cible de la direction de Mulhouse était de 396 emplois en 2008. Le PAE de 2010 est de 359 emplois. Soit une perte de 37 emplois dans la direction.**

On complétera ces chiffres en disant que les emplois de référence 2010 n'ont rien de définitif. Les 26 suppressions de postes annoncées ne sont pas définitives et peuvent être revues à la hausse. L'année 2011 sera la dernière année du plan pluriannuel 2009-2011, et bien entendu l'année qui précédera le plan pluriannuel 2012-2015. Une année charnière qui restera dans la continuité de la politique de suppression des emplois dans la fonction publique, avec certainement les premières annonces du Plan pluriannuel suivant.

Difficile d'imaginer un changement radical de politique, la fonction publique sera toujours considérée comme une charge et non comme une ressource. Il convient dès à présent de se mobiliser pour se faire entendre et défendre notre administration. L'intersyndicale nationale prévoit une journée de grève le 23 mars 2010. La section CFDT de Mulhouse a fait la proposition de manifester à Paris. Que chacun fasse entendre son avis afin de faire remonter les intentions concernant cette mobilisation.

**Plus nombreux, plus fort...**

**CTPS-DI du 22 janvier 2010 boycottée par la CFDT, la CGT et le SNCD.**

#### **Motion déposée par la CFDT :**

Par leur décision de ne pas siéger au CTPS-DI que vous avez réuni ce jour, les représentants CFDT entendent vous faire part de leur opposition:

- A la politique de suppression d'emploi dans l'administration sous couvert de modernisation et de réforme. Politique qui affaiblit les capacités d'intervention des services douaniers. La précipitation avec laquelle se font ces suppressions est préjudiciable aux conditions de travail et de vie de nos collègues ainsi qu'à la qualité de leurs missions de service public.
- A la contradiction permanente entre des règles de gestion et d'encadrement des services qui s'appuient sur des indicateurs de performance, avec des moyens humains de plus en plus réduits. Cette situation est préjudiciable pour le bien être psychologique des agents.
- A l'adoption du principe de rémunération au mérite par le biais de la PFR (prime de fonctions et de résultats) alors que la grande majorité des personnels attendent une revalorisation significative du point d'indice pour requinquer leur pouvoir d'achat atone depuis tant d'années .
- Aux régressions sociales et statutaires induites par la mise en oeuvre de la loi sur la mobilité.
- A l'extension de la délégation de services publics qui se traduit par une forme de privatisation de l'exercice de nos missions de service public (exemple TPL).
- Aux annonces officielles des restructurations à venir ( CHORUS, SIRHUS.....) et à celles officieuses ( fusion des DR au sein de l'interrégion, fermetures des observatoires...)

La qualité du travail et des résultats est fortement lié à l'adhésion des agents aux réformes et à leur épanouissement professionnel. **La CFDT constate qu'une situation de mal-être se généralise en douane. L'exercice d'auto-satisfaction proclamée lors de la dispendieuse, et tout autant inutile, opération « CAP 2012 » n'en est que plus ridicule.**

□

